

Note d'information conjointe d'ONG



europaean network on debt & development



NORWEGIAN CHURCH AID

Angle mort

Les échecs continuels de la Banque mondiale et du FMI en matière d'évaluation réelle de l'impact de leurs conseils sur les personnes pauvres

Septembre 2007

Introduction

Il semble impossible que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) puissent donner des conseils aux pays en voie de développement sans considérer pleinement l'impact que ceux-ci pourraient avoir sur la vie des personnes pauvres.

Pourtant, en dépit du fait que ces deux institutions ont une politique de longue date visant à assurer systématiquement une évaluation adéquate des conséquences probables des différentes actions politiques sur les personnes les plus pauvres, et en dépit de certains progrès récents du FMI, leurs échecs se répètent.

Les deux institutions devraient de toute urgence faire en sorte, avant de recommander une action, que les impacts d'une série d'options sur les personnes pauvres aient été examinés exhaustivement dans le cadre d'un processus mené par le pays. Les conclusions devraient également être discutées avec des parlementaires, des ONG, et d'autres groupements de citoyens. Ce faisant, les personnes affectées par une réforme, une politique ou un projet conseillés par la Banque mondiale ou le FMI seront capables d'exercer une influence sur la direction à prendre. Cela améliorera le processus politique, développera l'appropriation par le pays *et* augmentera les chances de succès de l'action.

Il est particulièrement important que ce thème soit discuté, à un moment où la Banque mondiale négocie de nouveaux fonds de donateurs. Ces derniers devraient insister pour que ces changements soient mis en œuvre afin de s'assurer que leur argent serve à réduire la pauvreté de manière durable et authentique.

Qu'est-ce qu'une AIPS et pourquoi devrait-elle être effectuée ?

Il existe un consensus international, reflété par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, selon lequel les politiques sont davantage susceptibles de mener à une réduction efficace de la pauvreté si elles sont développées en permettant des opportunités sérieuses de participation des personnes que ces politiques vont affecter. Cela signifie que les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté devraient être développés par les gouvernements avec la pleine participation des citoyens, des parlementaires et des groupements nationaux de la société civile.

Afin d'y arriver, les pays en voie de développement doivent tout d'abord disposer de l'espace politique nécessaire pour pouvoir décider de leur propre modèle de développement en matière de lutte contre la pauvreté. Le G8 a reconnu cela et déclaré que « *il appartient aux pays en voie de développement de décider, de planifier et de mettre en œuvre leurs politiques économiques de façon à répondre à leurs propres stratégies de développement, desquelles ils devraient être responsables devant leurs peuples* »¹. Et, dans la Déclaration de Paris, les donateurs s'engageaient à soutenir – et à émettre des conditions en fonction – des stratégies nationales de développement des pays².

Les pays en voie de développement ne pourront commencer à faire leurs propres choix entre des modèles très différents de changement que s'ils disposent de cet espace politique.

Mais, afin de faire un choix fondé que le pays puisse réellement s'approprier, il est également nécessaire d'évaluer, de manière exhaustive, les conséquences (intentionnelles ou autres), pour les citoyens, d'une série de politiques et de projets alternatifs, avant qu'un choix ne soit fait. L'évaluation des impacts sociaux et économiques des réformes sur des tranches de revenus clés est cruciale, en particulier pour les personnes les plus pauvres qui sont les plus vulnérables aux changements. C'est sur cela que porte l'Analyse de l'impact sur la pauvreté et le social (AIPS). Il s'agit d'un cercle vertueux : l'AIPS, si elle est effectuée correctement, peut également aider à ouvrir le débat national sur les options politiques, et donc, à assurer l'engagement des

citoyens dans la formulation des décisions politiques et à suivre et réduire l'influence des agences externes³.

Les Institutions financières internationales (IFI) peuvent soutenir le processus de deux façons clés. Elles peuvent :

- Cesser d'assortir leur aide de conditions de politique économique et plutôt aligner leurs prêts avec les politiques nationales du pays, ce qui permettra de soutenir la création de l'espace politique nécessaire ;
- Fournir des fonds aux pays en voie de développement pour qu'ils puissent entreprendre et participer aux évaluations complètes des impacts sur la pauvreté d'une série de réformes politiques et de projets alternatifs, ce qui permettra de promouvoir l'élaboration de politiques exhaustives.

Toutefois, il ne devrait pas être nécessaire de défendre les évaluations correctes des impacts. La Banque mondiale l'a déjà clairement fait. Un rapport de l'IDA 14 explique :

« Selon des études récentes, la considération systématique, en amont, de l'AIPS lors de la conception des programmes améliore la qualité de ceux-ci, et implanter l'AIPS, de manière institutionnelle, dans les processus de planification du pays, permettrait aux impacts distributionnels d'être mieux compris et mieux considérés. Une divulgation précoce des résultats de l'analyse conduit également à un dialogue plus efficace et à des processus de décision mieux informés. Enfin, les approches pluridisciplinaires qui combinent des méthodes qualitatives et quantitatives, en collaboration avec les partenaires nationaux, ainsi que les efforts explicites visant à renforcer la capacité des gouvernements et des analystes nationaux, améliorent l'impact de l'analyse sur la politique et les processus d'élaboration politique »⁴.

Suite à cette déclaration qui se veut, après tout, l'écho de la politique officielle en place depuis 2004, la Banque mondiale doit, à présent, mettre son contenu en œuvre et ce, de manière systématique⁵.

La direction du FMI a également déclaré, à plusieurs reprises, que l'institution doit utiliser cette analyse de façon plus systématique dans ses rapports et conseils politiques⁶. Mais aucune de ces institutions ne soutient correctement les pays en voie de développement pour leur permettre d'entreprendre ce processus, ni ne mène à bien ces analyses fondamentales elle-même. Dans le cas de la Banque mondiale, il est particulièrement flagrant de constater que celle-ci demande aux donateurs de renouveler le financement actuel de l'IDA, mais qu'elle semble vouloir continuer à prêter cet argent sans réaliser d'analyse visant à savoir si celui-ci sera dépensé de façon à réduire la pauvreté de la manière la plus efficace.

Évidemment, les AIPS ne peuvent masquer le fait que, souvent, il n'existe que peu d'options aisées en matière de processus de réformes. Et cela n'est pas gratuit. Entre le désir d'encourager le débat et le besoin de notifier les politiques dans les délais, de véritables compromis peuvent être nécessaires. De plus, l'évaluation des impacts ne peut annuler le jeu politique ni adoucir la confrontation entre les intérêts internes au pays. Toutefois, elle peut, et devrait, permettre que les politiques se conçoivent de manière plus informée. Et si un pays n'est vraiment pas prêt à mettre un changement en œuvre, il est évident qu'il ne sera, en aucun cas, durable.

À quoi ressemble une bonne AIPS ?

Du début jusqu'à la fin, le processus devrait être *mené par le pays* (c'est-à-dire par le gouvernement – en consultation avec les parties prenantes, dont la société civile) plutôt

que par l'IFI. Alors que l'IFI a la responsabilité de faire en sorte qu'aucune réforme ou aucun projet important ne soit réalisé sans AIPS, elle ne devrait toutefois pas mener l'analyse seule. Le groupe de plusieurs parties prenantes (qui devrait être le même que celui impliqué dans le processus de stratégie de réduction de la pauvreté) devrait plutôt décider de ce qui doit être examiné et diriger la conception méthodologique, tandis que des chercheurs indépendants des pays en voie de développement devraient jouer un rôle majeur dans l'étude, soutenue par l'IFI et les donateurs. De plus, cela a l'avantage de développer la capacité analytique dans le pays⁷.

La Banque mondiale, en accord avec les donateurs, devrait également fournir un financement accru afin que les pays en voie de développement soient capables de mener les AIPS eux-mêmes. Cela permettrait aux institutions de recherche du Sud de mener leurs propres études et cela développerait la capacité des gouvernements à administrer et à gérer les AIPS, encourageant, de ce fait, un plus grand sentiment d'appropriation de la politique intérieure⁸.

La Banque mondiale et le FMI (ainsi que certains donateurs bilatéraux) renoncent trop souvent à réaliser une AIPS car ils s'inquiètent de son coût et de sa durée de réalisation. Les contraintes de capacité ne devraient pas être utilisées comme excuse pour ne pas mener à bien ce travail essentiel. Dans le cas de la Banque mondiale, même une simple approche, comme par exemple une étude de bureau menée par un chercheur du pays, peut aboutir à une AIPS préliminaire pendant que d'autres approches plus complexes sont développées.

Au FMI, les Représentants résidents et leurs agents locaux ont beaucoup plus de latitude pour se mettre en relation avec les chercheurs du pays. Les AIPS réalisées à l'extérieur d'un pays spécifique devraient être examinées par bien plus de régions et de départements organisationnels afin d'améliorer la compréhension des conséquences possibles dès le départ.

Les AIPS devraient considérer une *série d'options*, plutôt que de rendre une politique spécifique plus satisfaisante. Une AIPS efficace devrait se baser sur l'idée qu'une réforme ou un projet entraîne une dépense significative pour le gouvernement et, pour cette raison, doit évaluer sa rentabilité en termes d'impact sur la pauvreté. Elle devrait analyser deux ou trois façons différentes d'arriver à un même résultat, en examinant les effets de chacune sur les personnes les plus pauvres. Elle pourrait également inclure le coût pour le gouvernement et le compromis qu'il représenterait par rapport à d'autres dépenses.

Pour permettre une compréhension exhaustive des conséquences possibles, les AIPS devraient utiliser des techniques *qualitatives et quantitatives*⁹.

L'étude devrait consister en une réelle tentative d'évaluation des différents impacts qu'aurait une certaine politique sur différents groupes de personnes. Cela inclurait, plus particulièrement, une *dimension hommes-femmes*, car les femmes vulnérables sont touchées de manière différente par le changement que les hommes, même si ces derniers vivent dans le même ménage.

Le *timing* de l'analyse doit être satisfaisant. Comme le souligne un rapport du Département britannique pour le développement international (DFID) : « Pour avoir un réel impact sur les décisions politiques, l'AIPS devrait être mise en œuvre le plus tôt possible, avant la formulation des politiques. Les options politiques potentielles, ainsi que les compromis, devraient alors être considérés sur base d'éléments probants, et la meilleure solution devrait être identifiée »¹⁰.

Enfin, la manière dont les AIPS sont utilisées est également essentielle. Les AIPS ne devraient tout simplement pas être un moyen de concevoir des programmes assortis d'un filet de sécurité, ni utilisées pour gérer la conditionnalité, mais devraient, au contraire, être accessibles aux parties prenantes concernées – en particulier les plus vulnérables – afin d'alimenter le débat. Cela signifierait que les décisions prises pendant le processus de réformes sont véritablement implantées dans les besoins de la population du pays, en particulier ceux des personnes les plus pauvres, et que les compromis entraînés par la réforme sont acceptables. C'est ainsi que l'on pourra mettre en place des politiques durables efficaces qui donneront des résultats à long terme dans la lutte contre la pauvreté. Voir, dans l'encadré ci-dessous, deux exemples de processus d'AIPS positifs.

Encadré 1 : Quelques précédents positifs

La Roumanie : En 2004, le gouvernement avait besoin de restructurer son secteur minier. Conscient que la fermeture de mines non rentables avait déclenché des licenciements à grande échelle, le Ministère de l'Économie et du Commerce a demandé une AIPS. L'analyse fut développée en partenariat rapproché entre le gouvernement et la Banque mondiale. Elle examina les impacts distributionnels de la réforme sur les communautés minières et non minières, les impacts hommes-femmes, ainsi que la distribution des salaires et des subsides dans le secteur minier. L'analyse conclut, par exemple, que les femmes étaient plus touchées par la fermeture des mines que les hommes, et davantage que dans le cas d'autres professions. L'étude mena, entre autres, à la création d'un programme de contrôle et d'un plan de petites subventions, créé spécialement pour les femmes et les jeunes¹¹.

Le Ghana : Même si la liste finale des champs d'action de l'AIPS en 2003 fut finalement sélectionnée par les donateurs, dont la Banque mondiale et le FMI (qui insistèrent pour que les prix du pétrole et les tarifs de l'électricité soient ajoutés à la liste), le processus global pour le choix des sujets s'était, jusqu'à ce stade, très bien déroulé. Selon une étude d'Eurodad, la Commission nationale de planification du développement – un organe gouvernemental qui révisé également la Stratégie de réduction de la pauvreté – organisa une série d'ateliers nationaux afin de discuter des opportunités d'une AIPS dans le pays¹². L'AIPS finale influença la façon dont le gouvernement conçut les subsides du pétrole et permit d'identifier des méthodes pour contrebalancer l'impact négatif de la réforme sur les personnes pauvres.

Pourquoi les AIPS ne sont-elles pas effectuées comme elles le devraient ?

Bien que certaines analyses d'impact soient effectuées par les deux institutions¹³, celles-ci ne se traduisent pas encore souvent par l'élaboration de politiques réussies et durables en faveur des personnes pauvres. Il existe un certain nombre de facteurs qui font échouer la mise en œuvre des AIPS.

Les IFI ne parviennent pas à ce que les AIPS influencent la conception des programmes

Lorsqu'une AIPS a été effectuée, celle-ci a souvent peu d'influence sur la conception des programmes de la Banque mondiale et du FMI. Dans de nombreux cas, le *timing* de l'AIPS n'est pas satisfaisant. L'analyse est souvent menée après la mise en œuvre de la réforme ou trop tard pour alimenter les prises de décisions. Toutefois, même lorsque l'analyse se fait dans les temps, elle est parfois ignorée par les agents qui conçoivent les programmes de prêts. Selon un rapport de 2006 de la Banque mondiale, les documents de projet rédigés par les agents ne faisaient pas bon usage des évaluations des AIPS et se contentaient de reprendre des informations génériques sur la pauvreté dans le pays.

Dans le cas du FMI, selon un rapport du Bureau indépendant d'évaluation rédigé en 2007, « à l'avenir, une gestion rigoureuse des AIPS sera nécessaire si l'on veut éviter qu'elles ne deviennent une exigence bureaucratique avec peu d'impact sur la conception des programmes et les résultats »¹⁴.

Selon une recherche non publiée de la Banque mondiale sur les AIPS, le processus, tel qu'il est mené actuellement, n'est pas implanté de manière efficace dans les processus de planification du pays client, et il n'existe pas d'approche systématique de sélection des réformes pour les AIPS. Cela signifie que « certains éléments du programme de réformes qui ont potentiellement des impacts significatifs sur la pauvreté et le social ne sont peut-être pas couverts ». Selon un rapport de 2004 du Bureau indépendant d'évaluation, « les AIPS portant sur des propositions clés de politique macroéconomique sont rarement réalisées et ne fournissent pas une contribution préalable importante dans la formulation des politiques »¹⁵.

Les IFI ne parviennent pas à analyser une série d'options politiques

Les AIPS du FMI et de la Banque mondiale analysent rarement différentes options politiques. Une évaluation des impacts qui n'examine pas les différentes options *n'est pas* une AIPS en bonne et due forme. Selon un rapport d'Eurodad, seuls trois des 18 rapports sommaires d'AIPS examinés ont étudié plusieurs options politiques¹⁶. Un rapport du gouvernement norvégien examinant les conditionnalités utilisées par les deux IFI a conclu que « peu d'efforts ont été fournis afin d'élaborer des alternatives politiques »¹⁷. Le FMI a déclaré qu'il examine différentes options avec les autorités du pays, mais que ces conversations ne sont pas rendues publiques. Toutefois, comme mentionné plus haut, de telles discussions publiques doivent faire partie intégrante d'une AIPS efficace.

Les IFI ne parviennent pas à réaliser des AIPS exhaustives

Selon un rapport de la Banque mondiale portant sur 35 AIPS, seules huit AIPS ont abouti à une analyse exhaustive des impacts distributionnels des gagnants et des perdants. Et la majorité n'a fait qu'examiner les effets positifs d'une réforme¹⁸.

Les IFI ne parviennent pas à faire en sorte que les AIPS soient menées par le pays

Selon les lignes directrices de la Banque mondiale en matière d'AIPS, le processus devrait impliquer le plus grand nombre possible de parties prenantes dans la réforme, dont la société civile¹⁹. Mais la Banque mondiale elle-même a admis, par exemple, que l'AIPS sur la réforme de l'éducation au Nicaragua n'a pas « abouti à un dialogue ouvert et transparent avec d'autres acteurs, lequel aurait permis de discuter de la mise au point et de la méthodologie de la réforme »²⁰. Dans certains cas, les parties prenantes qui étaient susceptibles de s'opposer aux réformes étaient *maintenues activement à l'écart* des discussions. Dans une ancienne AIPS, des membres de syndicats avaient été exclus d'une étude examinant le port de Chittagong au Bangladesh. Une étude d'Eurodad a également conclu que, dans de nombreuses AIPS, les chercheurs des pays concernés n'étaient impliqués que de manière indirecte, ou pas du tout²¹.

Les IFI ne parviennent pas à alimenter le débat dans le pays

Une des raisons clés de la réalisation des AIPS est de donner la possibilité aux pays en voie de développement d'avoir des débats informés sur leur propre développement. Cependant, bon nombre d'AIPS ne sont jamais rendues publiques, ce qui empêche des discussions ouvertes et franches sur le pour et le contre des différents choix politiques²². Alors que le FMI a effectué un petit nombre d'AIPS à petite échelle, il n'a pas tenté d'utiliser ces documents hautement techniques, ni de les convertir en un outil pour stimuler le débat parmi la population plus large. Bien que le FMI déclare discuter des conclusions préalables avec un large groupe de parties prenantes, en 2007 un rapport du Bureau indépendant d'évaluation a décrit l'engagement du FMI avec les sociétés civiles des pays en voie de développement comme étant « limité et inefficace »²³. À nouveau, la réponse du FMI, selon lequel la communication est la responsabilité des autorités du pays, est inadéquate : il doit lui aussi s'assurer que les implications de ses programmes sont communiquées correctement.

Pourquoi les AIPS ne fonctionnent-elles pas correctement ?

Cela semble étrange que la Banque mondiale et le FMI ne fassent toujours pas en sorte que leurs conseils soient soutenus par des AIPS correctement réalisées, étant donné que :

- Il est prouvé que les AIPS génèrent une situation gagnant-gagnant pour les donateurs et les pays en voie de développement (les réformes tendent à échouer, sauf si le pays se les approprie et si elles se basent sur une analyse de l'impact d'une série de choix politiques) ;
- Les principaux donateurs, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada, les Pays-Bas et la Belgique, ainsi que de la société civile, soutiennent solidement le processus.

Alors pourquoi sa mise en pratique échoue-t-elle ?

Une des raisons clés est que le personnel de la Banque mondiale n'est pas suffisamment encouragé à réaliser des AIPS correctement. Les AIPS ne sont toujours pas des pièces formelles de travail « analytique », leur production étant contrôlée par les systèmes de la Banque mondiale. C'est pourquoi les éléments divergents des AIPS sont menés de manière hasardeuse, comme faisant partie de différents processus. Elles sont souvent vues comme un exercice à choix multiple. Maintenant que le fonds AIPS de 5 millions de dollars s'est épuisé, le personnel est peu motivé à réaliser des travaux qui portent l'étiquette « AIPS », et il est prouvé que le nombre d'AIPS diminue. Actuellement, il n'est pas prévu de réalimenter ce fonds. Les AIPS faisant partie de la politique de la Banque mondiale, cette approche au coup par coup est tout à fait insatisfaisante²⁴.

De plus, il est courant pour la Banque mondiale de réaliser des analyses sans demander la contribution des chercheurs des pays en voie de développement, comme l'a montré un panel d'éminents économistes qui ont revu les travaux de recherche de l'institution²⁵.

De façon plus générale, la Banque mondiale ne parvient toujours pas à fonctionner comme si son rôle était d'aider les pays à développer leurs propres plans de développement. Selon un rapport du Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale, par exemple, l'aide de la Banque n'est pas suffisamment adaptée aux conditions du pays, et elle est trop ambitieuse²⁶.

Le FMI déclare qu'il n'est pas mandaté ou n'a pas les ressources pour mener une AIPS dans tous les cas. Selon un rapport du FMI sur ses résultats au Vietnam, l'AIPS sur la réforme des entreprises publiques n'avait pas été considérée comme une priorité car « certains membres du personnel considéraient que les impacts distributionnels n'étaient pas un élément central du mandat du Fonds ». De plus, l'AIPS était rendue plus compliquée par les changements de personnel fréquents²⁷. Le Bureau indépendant d'évaluation a également déclaré que le FMI avait l'intention d'utiliser les AIPS de la Banque mondiale, mais que celles-ci n'étaient pas toujours d'une qualité suffisante²⁸.

Cependant, s'il n'est pas nécessaire pour le FMI de faire partie d'un groupe de parties prenantes qui travaille sur les AIPS, celui-ci a, pour des raisons de responsabilité, le devoir de faire en sorte que l'AIPS ait été bien effectuée. Ce qui est clair, c'est que le FMI ne devrait pas conseiller de réformes à ses clients (ni faire de ces réformes une condition pour qu'ils continuent à bénéficier d'un programme du FMI) sans analyser les impacts de ces réformes sur les personnes pauvres.

Le FMI déclare fréquemment que des évaluations à grande échelle de l'impact de changements politiques sur les personnes pauvres sont trop difficiles à mener. Mais s'il existe, sans aucun doute, des difficultés méthodologiques et des problèmes de données, ceux-ci sont tout à fait surmontables. En effet, le FMI a mené plusieurs études généralisées qui pourraient servir dans le contexte d'un pays spécifique²⁹.

Le FMI a indiqué récemment qu'il travaillerait avec les pays pour développer des scénarios de politique macroéconomique alternative, et il l'a fait pour la Zambie, la Sierra Leone, l'Éthiopie et le Rwanda. Ces progrès sont bienvenus et le FMI devrait s'assurer qu'ils soient soutenus par des AIPS.

Toutefois, cette analyse des échecs des deux institutions ne nie pas le fait que, de temps en temps, le pays en voie de développement lui-même se montre réticent à une telle analyse participative, peut-être à cause des intérêts particuliers dans et en dehors du gouvernement, mais parfois aussi parce que celle-ci est considérée comme une condition supplémentaire requise par le donateur.

Recommandations

À quoi devrait ressembler une AIPS :

- Pour chaque AIPS, un groupe formé par plusieurs parties prenantes, dont le gouvernement, les parlementaires, la société civile, les donateurs, ainsi que l'IFI, devrait prendre les rennes dès le début et déterminer les cadres de référence, identifier les domaines prioritaires de l'analyse, discuter des options politiques, et s'assurer que les résultats de l'analyse influencent les décisions politiques et le suivi politique. Dans la mesure du possible, cela devrait faire partie d'un processus politique national préexistant, tel que le processus de Stratégie de réduction de la pauvreté³⁰.
- L'AIPS devrait être effectuée au préalable, par le pays, et les résultats devraient être utilisés lors d'un débat public, qui serait alors reflété dans les conseils que

l'institution donnerait à ce pays. L'analyse devrait également tenter véritablement d'étudier une série d'options politiques.

- Afin de fomentier le débat sur une série d'options politiques, l'AIPS devrait être achevée au moins six mois avant l'accord sur la réforme. Les conclusions de l'AIPS devraient être largement rendues publiques.

La Banque mondiale et le FMI devraient :

- Présenter une stratégie globale afin de faire sorte que les AIPS menées par les pays soient incluses dans la conception de, et effectuées avant, *toutes* les réformes ou projets structurels et économiques clés ayant un impact distributionnel considérable ;
- Ne lancer des programmes clés ou des projets importants que dans les cas où une AIPS ait été menée à bien par le pays (dans les cas où aucune AIPS n'a été réalisée, le personnel devrait en expliquer les raisons à la Direction, dans la documentation) ;
- Définir ce qui est entendu par « impact distributionnel important », afin d'assurer la transparence du processus.

La Banque mondiale devrait :

- Faire en sorte de disposer d'assez de capacité humaine et financière pour réaliser les AIPS et formuler un programme pour arriver à ces fins³¹ ;
- Fournir à sa direction un rapport annuel d'avancement de ce programme, détaillant combien d'AIPS ont été effectuées, quelle proportion de fonds AIPS y a été affectée, dans quels cas l'AIPS a permis de soutenir la recherche dans le pays, et présentant les calendriers montrant à quel moment les AIPS ont été menées par rapport au processus décisionnel ;
- Faire en sorte que les Stratégies d'aide au pays détaillent l'AIPS des réformes et des projets planifiés, et que les représentants de la Banque mondiale dans le pays entreprennent des démarches supplémentaires afin de s'assurer que les études planifiées soient annoncées aux groupements de citoyens concernés, dans le but d'assurer une meilleure responsabilisation ;
- Cesser d'assortir ses prêts de conditions de politique économique.

Le FMI devrait :

- S'efforcer d'atteindre une situation dans laquelle les pays en voie de développement conçoivent leurs propres structures macroéconomiques avec le soutien du FMI et d'autres donateurs/institutions. Toutes les structures macroéconomiques devraient être soutenues par une AIPS menée par le pays ;
- Fournir à sa direction un rapport annuel d'avancement, détaillant combien d'AIPS ont été effectuées/utilisées dans la conception des programmes ;
- Limiter ses cibles quantitatives à un minimum et ne les utiliser que dans les pays fortement instables au point de vue macroéconomique ;
- Faire en sorte que toutes les cibles quantitatives soient le résultat d'un processus mené par le pays et le fruit de discussions soutenues par une AIPS, et qu'elles reflètent les décisions du pays.

Les gouvernements des pays riches devraient :

- S'assurer que l'accord final de l'IDA 15 mentionne que les AIPS menées par les pays doivent être utilisées dans le cadre de tous les prêts soutenus par l'IDA et ayant un impact distributionnel majeur, et que la Banque mondiale n'émettra pas de conditionnalités de politique économique dans les pays IDA ;
- Fournir (en partenariat avec les IFI) davantage de fonds aux institutions de recherche du Sud afin de leur permettre d'effectuer des AIPS, ainsi que d'autres travaux analytiques ;
- S'assurer que la Banque mondiale et le FMI allouent suffisamment de fonds aux processus d'AIPS (dans le cas de la Banque mondiale, ils devraient s'assurer qu'il y ait un rapport annuel d'avancement) ;
- Faire pression sur la Banque mondiale et le FMI dans les pays afin de s'assurer que les AIPS soient menées correctement et d'une façon qui favorise l'appropriation par le pays.

Notes

¹ Documents du Sommet du G8 (2005), 'The Gleneagles Communiqué'.

² OCDE Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle, Forum de haut niveau de Paris, 28 février – 2 mars 2005.

³ Voir Wood (2004), 'One Step Forward Two Steps Back: Ownership, PRSP and IFI Conditionality', Milton Keynes: World Vision, p. 32, pour une discussion sur l'appropriation et les conseils politiques.

⁴ Banque mondiale (2006a), 'IDA 14 Economic and Sector Work (ESW) Progress Report', International Development Association (IDA) and Operations Policy and Country Services, p. 14.

⁵ Banque mondiale 'OP 8.60 Development Policy Lending', paragraphe 10, août 2004.

⁶ En 2002, le FMI a déclaré que : « les impacts distributionnels des réformes macroéconomiques ou structurelles majeures devraient être considérés et rapportés, ainsi que toutes les mesures compensatoires visant à contrebalancer l'impact de ces réformes sur les personnes pauvres ». Fonds monétaire international (2002), 'Review of the Key Features of the Poverty Reduction and Growth Facility – Staff Analyses'.

⁷ Tout comme le souligne Hayes : « Il faut garder à l'esprit la vision à long terme selon laquelle les pays présentent aux bailleurs leurs demandes de fonds pour des réformes politiques, après avoir réalisé leur propre analyse de l'impact sur la pauvreté et le social et être arrivés au consensus politique nécessaire pour mener des réformes », *op. cit.*, p. 21.

⁸ Le DFID étudie actuellement une méthode pour développer la capacité des pays en voie de développement à soutenir les AIPS.

⁹ Pour une discussion plus complète sur les méthodologies, voir L.Hanmer et B.Hendrie, 'Poverty and Social Impact Analysis (PSIA): common themes and issues arising from five pilot studies'. Préparé dans le cadre de l'atelier conjoint sur les AIPS de la Banque mondiale/FMI/DFID, 15-17 octobre 2002, DFID.

¹⁰ DFID, 'Poverty and Social Impact Analysis: Principles for Good Practice', cité dans Hayes, *op. cit.*, p. 7.

¹¹ A. Dani, M.-O. Rubin, D. Sandu, et L. Wang (2006) 'Mining Sector Reform', in A. Coudouel, A. A. Dani et S. Paternostro (eds.) *Poverty and Social Impact Analysis of Reform Lessons and Examples from Implementation*, Washington DC: World Bank.

¹² Eurodad, *op. cit.*, p. 12.

¹³ La Banque mondiale a effectué environ 150 AIPS depuis 2002. Cependant, depuis l'épuisement, en 2006, du fonds consacré à celles-ci, le taux a diminué. Le FMI a une unité AIPS qui compte quatre membres seulement. Entre 2004 et 2007, il n'a effectué que 29 études d'AIPS. Information fournie par la Banque mondiale et le FMI en réponse aux questions de l'auteur.

¹⁴ Bureau indépendant d'évaluation du FMI (2007), 'The IMF and Aid to Sub-Saharan Africa'.

¹⁵ Bureau indépendant d'évaluation du FMI (2004), 'Evaluation of the IMF's role in Poverty Reduction Strategy Papers and the Poverty Reduction and Growth Facility'.

¹⁶ L. Hayes, 'Open on Impact: Slow Progress in World Bank and IMF Poverty Analysis', Eurodad.

¹⁷ Rapport préparé par le Ministère norvégien des Affaires étrangères (novembre 2006), 'The World Bank's and IMF's Use of Conditionality to Encourage Privatisation and Liberalisation: current issues and policies'.

¹⁸ Banque mondiale (2006b), 'Development Policy Lending Retrospective', Operations Policy and Country Services, p. 27.

¹⁹ Banque mondiale (2004), 'Good Practice Note: Using Poverty and Social Impact Analysis to Support Development Policy Operations'.

²⁰ A. Acevedo et A. Peralta (2005), 'La Experiencia con los Analises de Impacto Social y Distributive (PSIA) en Nicaragua', cité dans Eurodad, *op cit.*

²¹ Eurodad, *op. cit.*

²² Voir Banque mondiale (2006b), *op.cit.*

²³ Bureau indépendant d'évaluation du FMI (2007), *op.cit.*

²⁴ La Banque mondiale est sur le point d'entamer une évaluation de tous ses instruments de réduction de la pauvreté, dont l'AIPS, ce qui est bienvenu.

²⁵ A.Banerjee *et al* (24 septembre 2006), 'An Evaluation of World Bank Research 1998-2005'.

²⁶ Groupe indépendant d'évaluation (2006), 'Annual Review of Development Effectiveness: getting results'.

²⁷ Bureau indépendant d'évaluation du FMI (2004), 'Vietnam. Evaluation of the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) Process and Arrangements Under the Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF)', p. 57.

²⁸ Bureau indépendant d'évaluation (2007), *op. cit.*

²⁹ Parmi les exemples, on trouve : P. Mishra et D. Newhouse (2007), IMF Working Paper WP/07/100, 'Health Aid and Infant Mortality'; D. Coady *et al.*, (2006), IMF Working Paper WP/06/247, 'The Magnitude and Distribution of Fuel Subsidies: Evidence from Bolivia, Ghana, Jordan, Mali and Sri Lanka', ainsi qu'un rapport du FMI sur les effets distributionnels de l'inflation à paraître prochainement.

³⁰ Ceci est en rapport avec l'objectif des donateurs engagés dans la Déclaration de Paris (*op. cit.*), selon lequel, d'ici à 2010, 66% du travail analytique des pays devrait être commun.

³¹ Ceci est en rapport avec la politique existante de la Banque mondiale, selon laquelle aucun prêt pour la politique de développement ne devrait être renouvelé, à moins qu'il n'y ait un financement adéquat pour tout le programme, ce qui inclut, de manière explicite, l'AIPS. Source : Banque mondiale, 'OP 8.60 Development Policy Lending', paragraphe 12, août 2004.

© Oxfam International, septembre 2007

Cet article a été rédigé par Elizabeth Stuart. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation : Lucy Hayes, Hetty Kovach, Max Lawson, Olivia McDonald, Jeff Powell et Alex Wilks. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche, à condition d'en mentionner la source de manière intégrale. Le détenteur des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type lui soit déclarée, à des fins d'évaluation. Pour la reproduction en toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation de l'auteur est requise. Des frais peuvent être exigés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courriel à : advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.